



ARRÊTÉ MUNICIPAL  
N° 211119

Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour STE SATELEC – RESEAU VIDEO SURVEILLANCE, sur toutes les voies de la commune.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1 à L2213-5 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2 al 2, R411-2, R411-25, R413-1 et R417-9 à R417-13 ;  
Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;  
Vu le décret n° 2014-1606 du 23 décembre 2014 portant transformation de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d'Azur » et modifiant le décret du 17 octobre 2011 ;  
Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents ;  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8<sup>ème</sup> partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (journal officiel du 30 janvier 1993) ;  
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière ;  
Vu l'arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04 février 2002 relatif à la lutte contre le bruit ;  
Vu la demande d'autorisation de travaux, présentée, par la STE SATELEC, 68, Parc de l'Argile - Voie A 06370 Mouans Sartoux - représentée par M. DELUBAC Grégory - port : 06 44 26 50 55, qui sollicite l'autorisation de faire réaliser des travaux d'entretien du réseau et matériel de vidéo surveillance - en agglomération – sur toutes les voies de la commune, à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31/12/2022, à 17 heures ;  
Vu l'avis favorable de la Métropole Nice Côte d'Azur, Direction des Subdivisions Métropolitaines, Est-Littoral 2 boulevard Georges Buono, 06340 La trinité.  
Considérant que pour réaliser ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, afin d'assurer la sécurité des ouvriers intervenant pour l'entreprise ou de la personne chargée de la réalisation ainsi que la sécurité des usagers de la voie publique notamment.

ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Dans le cadre de l'opération susvisée, réalisée sous maîtrise d'ouvrage SIVOM de Villefranche sur mer, le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions relatives à la circulation et au stationnement, sur toutes les voies de la commune, mentionnées dans les articles suivants.

**ARTICLE 2** : Selon les besoins de l'opération, la capacité et le régime de circulation seront modifiés pour tous les véhicules, les deux roues ainsi que les piétons, dans le tronçon de voie cité à l'article 1 du présent arrêté, de la manière suivante :

La capacité de circulation sera adaptée aux emprises des travaux à réaliser :

- Maintient sur voie réduite,
- Mise en place d'une circulation alternée sur une voie par mise en place d'un dispositif de feux tricolores complété par un pilotage manuel sous la responsabilité de l'entreprise sera instauré,
- Possibilité de coupure de circulation sur une période momentanée inférieure à 10mn. Toute demande plus longue devra faire l'objet d'un arrêté spécifique.



ARRÊTÉ MUNICIPAL  
N° 211119

En outre, le bénéficiaire devra respecter les prescriptions générales de circulation suivantes :

- Assurer la libre circulation des véhicules de secours et d'incendie,
- Assurer en permanence un passage sécurisé permettant la circulation et la sécurité des piétons, des personnes à mobilité réduite et de leur véhicule, dont la largeur minimale sera de 1,4 mètre, par la mise en place d'une déviation réglementaire.
- Faire mettre en place et entretenir, par les soins de l'entreprise chargée de l'opération, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante, conforme à la réglementation en vigueur.
- L'entreprise pourra exceptionnellement circuler avec des engins supérieurs aux limitations de tonnage en vigueur sur toutes les voies du domaine public métropolitain.
- La vitesse de tous les véhicules, y compris les deux roues, est limitée à 30 km/h au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté, en application de l'article R413-1 du Code de la Route.
- Le dépassement de tous les véhicules, y compris les deux roues, est interdit au droit de l'emprise définie à l'article 1 du présent arrêté.

**ARTICLE 3** : L'entreprise devra faire mettre en place et entretenir, par les soins de ses équipes d'intervention, une signalisation temporaire de chantier et de déviation correspondante si nécessaire, conforme à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 4** : Par dérogation à la réglementation précitée, relative à la lutte contre le bruit, l'opération pourra être effectuée de nuit, entre 18h et 8h, durant 365 nuits et ce sur l'ensemble des voies de la commune.

**ARTICLE 5** : La présente réglementation sera en vigueur à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu'au 31/12/2022, à 17 heures.

Le bénéficiaire de cette réglementation et/ou son mandataire sont tenus de détenir le présent arrêté sur site en permanence pendant la durée du chantier ainsi que l'arrêté de voirie portant autorisation de travaux pendant la durée de l'opération, dûment signé par le gestionnaire de la voirie.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté sera maintenu à demeure dans les véhicules d'intervention et de travaux.

**ARTICLE 7** : Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Copie du présent arrêté sera transmise pour exécution dans son domaine de compétences à :

- Monsieur le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le Commandant la Brigade de Gendarmerie de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Beaulieu-sur-Mer,
- SIVOM de Villefranche sur mer,
- STE SATELEC.

Ainsi qu'au chef de la Subdivision Est-Littoral

**ARTICLE 9** : Le Maire ou son délégué, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Beaulieu-sur-Mer, le 10 NOV. 2021



Le Maire de Beaulieu-sur-Mer

Conseiller Métropolitain

M. Roger ROUX